

Droit de l'environnement et de l'urbanisme

RNCP2935 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 5
Sigle	DEUST — Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques
Code(s) NSF	341
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	10/02/2022

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le droit de l'environnement et le droit de l'urbanisme s'étoffent continuellement, notamment en raison de l'application des directives européennes. En conséquence, les entreprises prennent de plus en plus en compte le facteur environnement (risques).

Le technicien juridique spécialisé en droit de l'environnement et de l'urbanisme est le collaborateur du juriste généraliste, du porteur de projet sur toutes les questions liées à l'environnement.

Assurant une veille sur la réglementation environnementale en vigueur, il participe à la mise en conformité réglementaire de toute entreprise - confrontée aux problèmes de pollution ou spécialisée dans des produits ou des prestations concernant l'environnement - afin qu'elle obtienne les autorisations et les certifications obligatoires.

Passant en revue des documents juridiques (contrats, baux...), il surveille la régularité des procédures, des formalités, des échéances et prend part au règlement de contentieux et de litiges éventuels.

Dans les bureaux d'études, il réalise des études d'impact et participe à la mise en œuvre de réglementations environnementales pour protéger les ressources hydriques et les écosystèmes.

Il informe également les citoyens sur la gestion des déchets ou la conservation des ressources naturelles.

Dans le domaine de l'urbanisme, il conseille les professionnels de l'immobilier (agents immobiliers, promoteurs) sur les différentes réglementations applicables (zones de protection du patrimoine culturel, documents d'urbanisme). Il rassemble, entre autres, les documents nécessaires à une demande de permis de construire ou à une déclaration de travaux.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Suivre l'évolution de la législation Utiliser les bases de données juridiques

Respecter la confidentialité des affaires

Etre rigoureux et curieux

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Ce technicien juridique travaille dans les administrations centrales (Equipement, Environnement...), les établissements publics (Office national de la chasse, Conservatoire de l'espace littoral, Agences de l'eau...), les collectivités locales, le secteur privé, les bureaux d'études ou dans le milieu associatif (associations écologiques).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Enseignants et professionnels

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

idem

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	10/02/2022
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/2935/>